

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 31 MAI 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

EDITORIAL

DJIBOUTI

GOUVERNEMENT COLONIALISTE

GOUVERNEMENT D'ASSASSINS!

Des émeutes graves se sont déroulées depuis dimanche à Djibouti, capitale du Territoire des Afars et des Issas (ex-côte des Somalis). Ces événements ont duré jusqu'à mercredi.

C'est la deuxième fois en moins de huit ans que le colonialisme français réprime le peuple de Djibouti. Déjà en 1966 une répression sauvage avait fait des dizaines de morts. Avec une brutalité sans égal, les troupes avaient mis la ville en état de siège tirant sur tout ce qui bougeait, mitraillant et grenadant sans vergogne.

Aujourd'hui, le scénario est un peu différent, mais c'est de la même répression qu'il s'agit. A qui fera-t-on croire qu'il s'agit de "querelle entre ethnies"? Nous connaissons ces versions colonialistes de la répression. Après mai 1967 en Guadeloupe, n'avait-on pas voulu faire porter la responsabilité des crimes des CRS, Képis rouges et des autorités françaises de l'époque sur les militants anti-colonialistes!

Il y aurait, dit-on, officiellement, 11 morts et 250 blessés. Le bilan est certainement plus lourd, comme il fut plus lourd en mai 1967 en Guadeloupe, alors que l'on annonçait 7 morts.

Mais ces mensonges ne pourront cacher la réalité coloniale aux yeux de ceux qui viennent de subir la répression à Djibouti. Que cette répression soit le fait des gendarmes, dont on nous dit par ailleurs qu'il y en aurait 12 de blessés, ou de la police de Monsieur Ali AREF, le fantôme local soutenu par Stirn et Giscard d'Estaing, cela ne change pas grand chose.

Ceux qui ont vu les forces de répression en action en 1966 et aujourd'hui encore, dans cette ville de Djibouti que le gouvernement français a fait entourer d'un mur de barbelés, savent que c'est le colonialisme leur ennemi et le responsable des crimes qui ont été commis déjà à deux reprises contre eux. Ils savent que lorsqu'il veulent voir respecter leur dignité et arracher leur liberté, on leur donne de la mitraille.

Les déclarations lénifiantes de l'innarrable STIRN, complice des assassins, comme ses collègues du gouvernement, dont Giscard d'Estaing, le furent des criminels qui assassinèrent en Guadeloupe en 67, ne changeront rien au désir exacerbé de liberté d'un petit peuple que l'on atteint dans sa dignité quotidienne.

L'indépendance de Djibouti comme celle de tout pays actuellement dominé, est inéluctable. Les gendarmes français ne pourront rien contre cela.

GUADELOUPE

greve des ouvriers agricoles de la SCEPLAG à goyave

A la SCEPLAG-GOYAVE, les ouvriers qui transportent les régimes de banane sont en grève depuis mardi.

Sur cette plantation, Max Martin exige que les ouvriers transportent 168 régimes pour être payés 43,92 F, alors que sur toutes les autres plantations les ouvriers transportent 123 régimes de banane au plus.

Max Martin prétexte que jusqu'à présent les ouvriers touchaient 0,25 F par régime. Pour arriver à 43,92 F, il calcule donc qu'il leur faut transporter 168 régimes.

En fait ce patron de combat cherche encore un moyen de tromper les travailleurs

en ne voulant leur donner l'augmentation de salaire, qu'en augmentant considérablement les tâches.

Jusqu'à présent, le délégué syndical CGT du secteur banane n'a rien trouvé de mieux que conseiller aux travailleurs en grève d'appeler l'inspection du travail pour faire constater que M. Martin ne respectait pas les accords signés... Comme par hasard, jusqu'à ce jour l'inspecteur n'a pas cru nécessaire de se déplacer...

Les travailleurs ont eu raison de déclencher la lutte pour refuser toute augmentation des tâches. Ils savent que c'est le seul langage que connaissent les patrons.

Pour gagner ils devront entraîner aussi dans leur mouvement tous les ouvriers de la plantation. En effet, Max Martin sert des femmes qui habituellement travaillent dans les hangars, pour faire le travail des hommes en grève, épandage d'engrais, sarclage, oeilletonnage, etc...

C'est par une lutte d'ensemble que les travailleurs de la SCEPLAG feront céder le patron.

La lutte continue.

MARTINIQUE

VICTOIRE À JARDIN-BILLARD un exemple à suivre

C'est une victoire certaine qu'ont pu obtenir les travailleurs de Jardin-Billard. En effet, à l'issue des dernières négociations de mercredi soir, la direction a dû céder sur les points suivants:

- Suppression des contrats de trois mois.
- Suppression des licenciements.
- Réembauchage automatique des ouvriers sur le chantier de l'université.
- Paiement des jours de grève à 10% sur trois mois.

Si la victoire n'est pas totale, elle est cependant indéniable, et elle montre bien toutes les possibilités offertes aux travailleurs même en cette période de crise.

Il est possible de lutter contre les licenciements.

Il est possible de faire reculer les patrons, la préfecture, l'inspection du travail qui étaient tous d'accord comme compères pour mettre les ouvriers au chômage.

Mais pour vaincre, les travailleurs ne se sont pas heurtés seulement à tous ces messieurs, à France-Antilles, aux gendarmes qui patrouillaient sur le chantier; ils se sont heurtés aussi à la passivité et à l'inertie de la direction du syndicat du bâtiment, aux manœuvres des bureaucrates

qui prétendent les représenter.

Ils n'ont pu vaincre que parce qu'ils ont pu diriger eux-mêmes leur mouvement, qui a été déclenché, d'ailleurs, contre la volonté des bureaucrates.

Ils ont gagné et c'est un gage pour l'avenir et d'abord pour ceux de la Colas qui sont toujours en grève à l'heure actuelle. Mais aussi, pour les travailleurs des sociétés SATRAB, CFE, SEGTA, DRAGAGE, que les patrons projettent de mettre à la porte. C'est un gage pour tous les travailleurs de la Martinique.

Il est possible que ce ne soient pas les ouvriers, mais les patrons qui fassent les frais de la crise.

Telle est la leçon à tirer de la grève de Jardin-Billard.

AMIS, SYMPATISANTS
BIENTOT LE GALA DE
COMBAT OUVRIER
RÉSERVEZ VOTRE SOIRÉE 20 JUIN

FORT DE FRANCE RECU DE L'ADMINISTRATION AU LYCEE TECHNIQUE

Les élèves du lycée technique viennent d'obtenir une victoire en obligeant l'administration à reprendre Marie-Antoinette, élève de 1ère qui avait été renvoyé à cause de ses opinions politiques anti-colonialistes.

Qu'un censeur se permette de circuler, armé, dans un établissement scolaire, donne d'ailleurs entièrement raison à cet élève en ce qui concerne le caractère colonial et méprisant de l'enseignement aux Antilles.

Quoiqu'il en soit, devant la mobilisation des lycéens : grève générale, deux manifestations dans les rues de Fort de France, l'administration a dû faire machine arrière.

Voilà qui montre une fois de plus à tous ceux qui prêchent la patience et la passivité, (c'est le cas de la Gauche en particulier) que face à l'arbitraire et aux injustices, la seule réponse juste est la lutte. C'est la seule voie qui a une chance d'être payante.

* * * *

FÊTE DE SECTION A FONDS-CACAO OPERATION ELECTORALE?

Les habitants de Fonds-Cacao sont tout étonnés! La semaine dernière, ils ont été invités par la mairie de Capesterre à organiser une fête de Fonds-Cacao, au mois de juin. Le programme est déjà même établi.

Depuis déjà 2 ans, ils demandaient à la mairie d'organiser une fête et chaque fois il leur était répondu qu'il n'y avait pas d'argent.

Les capitaux auraient-ils donc afflués subitement cette année à la mairie de Capesterre?

Est-ce à cause du 30ème anniversaire de la municipalité communiste?

Ne serait-ce pas tout simplement une préparation, vue de loin, des élections municipales de 1977...?

En tout cas, c'est une question que certains habitants de Fonds Cacao se posent.

DASS GUADELOUPE OU VA L'ARGENT

DU AUX EMPLOYES A TITULARISER

A la DASS, dans le service de désinfection, dératification et de désinfection, 21 agents sur les 80 du service remplissent les conditions pour être titularisés et pourtant ne le sont toujours pas. Certains ont même 8 ans de service alors que la titularisation doit intervenir en principe après 5 ans. Le prétexte invoqué par la directrice de la DASS est qu'elle "ne veut pas titulariser des illétrés."

On voit quel cynisme affiche la directrice de la DASS. Des agents qui travaillent dans ses services depuis plus de 5 ans, elle n'a jamais trouvé rien à redire, ni sur leur travail, ni sur leur compétence et aujourd'hui pour ne pas les titulariser, elle trouve qu'ils sont illétrés.

BATIMENT MARTINIQUE

LA DIRECTION DE LA C.G.T.M. REFUSE D'ORGANISER LA LUTTE
CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les bureaucrates de la direction de la CGT ne sont pas contents de voir que des travailleurs combatifs se soient finalement passés d'eux pour diriger leur grève, pour finalement remporter la victoire contre les patrons.

Ils tentent déjà de s'en prendre à nos camarades, notamment à l'un d'entre eux qui depuis longtemps est toujours aux côtés des travailleurs du bâtiment dans la lutte.

Ce n'est pas la première fois que les Tanger, Dufféal et Cie s'en prennent aux travailleurs combatifs.

Mais qu'ils ne tentent pas de rendre les choses confuses. Les travailleurs ont encore en mémoire leur comportement au cours des différents mouvements qui se sont déroulés ces derniers mois.

Nous voulons rafraîchir la mémoire des Tanger, Lamon, Dufféal et autres sur leurs propres prises de position.

Qui a refusé d'organiser les travailleurs de Jardin-Billard, dès le début de la lutte contre les licenciements? Tanger en Avril mai 1975!

Qui a conseillé aux délégués de l'entreprise d'accepter leurs licenciements? Tanger et la direction de la CGTM!

Qui prétendait qu'il était impossible d'obtenir le paiement des jours de grève? Dufféal et la direction de la CGTM en février 1975!

C'est encore contre la volonté des Tan-

ger, Dufféal et Cie que la lutte s'est déclenchée à Jardin-Billard.

C'est sans eux que la Colas a prolongé la sieste.

Tout ce qui s'est fait cette semaine prouve que les travailleurs ont eu raison de ne pas écouter Tanger, Dufféal et autres dont la politique funeste les menait à la défaite.

Que les travailleurs aient lutté et vaincu sans eux et malgré leur avis, voilà qui montre la fausseté de leurs critiques faites contre "Combat Ouvrier" et notre camarade Daugée.

Que les travailleurs de Jardin-Billard aient lutté et vaincu sans eux, malgré leur avis, voilà qui montre bien que la lutte est possible même sans la direction des bureaucrates. Le syndicat ne doit pas être un frein à la lutte, mais une aide, un soutien pour les travailleurs. Et il est certain que les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se rendre compte du rôle de frein que jouent les dirigeants de la CGTM. Ils sauront se donner d'autres dirigeants plus soucieux de respecter leur désir de lutte, plus prêts à lutter avec eux.

* * *

*

* * *

DASS

UNE EMPLOYEE

VICTIME D'UN MALAISE!

Il y a quelques jours, une travailleuse de la Maison de l'Enfance tombait, épuisée. Elle a dû être transportée chez elle afin de prendre quelque repos.

Ce n'est pas la première fois que de tels faits ont lieu à la Maison de l'Enfance. Il est hors de doute que ces malaises répétés sont dus au surmenage.

Les employées sont bien trop peu nombreuses pour effectuer le travail qu'on leur demande. En fait il faudrait augmenter le personnel de moitié, sinon doubler les effectifs, pour qu'on s'occupe correctement du nombre d'enfants dont le personnel à la charge.

En réalité, le vrai problème est que les postes budgétaires pour titulariser ces 21 agents existent déjà, mais ces travailleurs sont payés comme journaliers et touchent donc moins qu'un titulaire. Où va la différence? Nul ne sait.

En plus de ces 21 agents, il y a 4 femmes de ménage qui sont payées à l'heure alors que trois d'entre elles travaillent à la DASS, l'une depuis 23 ans et les deux autres depuis 19 et 11 ans.

Cela ressemble beaucoup à une pratique qui avait cours à l'AGESSGTF, association chargée de gérer les crèches et garderies de la Guadeloupe. On se souvient que les employées de ce service étaient payées au SMIC, à cette époque 600 à 700 F, alors que l'on faisait croire qu'elles percevaient entre 1200 et 1500 F par mois. Et au bout du compte le budget de l'AGESSGTF se trouve "avoir un trou" de 400 millions d'AF, et les 77 employées des crèches et garderies furent licenciées en juillet 1973.

Il est temps de mettre fin à de telles pratiques.

HAÏTI

SECHERESSE ET FAMINE

Depuis quelque temps, sévit au nord d'Haïti une terrible sécheresse. Celle-ci a gravement affecté les cultures et l'élevage, et ses conséquences atteignent directement la population. Plusieurs centaines de milliers de personnes, selon les informations, seraient en proie à la disette (pour ne pas parler de famine).

De tels faits parlent d'eux-mêmes, et sont à eux seuls un réquisitoire contre le régime dictatorial de J.C. Duvalier. Celui-ci en effet, maintient le peuple haïtien dans l'oppression et la misère, au profit de quelques privilégiés de la bourgeoisie locale, et de l'impérialisme américain essentiellement.

Mais il est incapable de résoudre les problèmes posés par la sécheresse, et de secourir les habitants du nord de l'île au bord de la famine.

* * * *

* * * *

*

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe à Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
3ème supplément au mensuel N° 50